



Par
Sabahudin Softic
Fondé de pouvoir
Gestion & analyses
CONINCO Explorers in finance SA

Déjà un an : le conflit Ukraine-Russie (ou États-Unis – Russie ?)

"This isn't just the United States and Russia, this in fact is Ukrainians on the front lines, Ukrainians doing the fighting..."

« Il ne s'agit pas seulement des États-Unis et de la Russie, mais aussi des Ukrainiens sur les lignes de front, des Ukrainiens qui se battent... »

Samantha Power, directrice de l'agence gouvernementale américaine : United States Agency for International Development (USAID), le 5 mars 2023 dans un panel de discussion sur CNN.



Source: infodujour.fr, Ukraine une guerre Russie-USA par procuration (UnlimPhotos)

Parmi les thématiques qui ont le plus marqué les événements mondiaux depuis déjà plus d'un an, la guerre en Ukraine a probablement été le plus spectaculaire et, cela va sans dire, tragique. Le 24 février 2023, cela faisait donc déjà un an que la guerre fait rage. Bien qu'en surface, peu de signaux quant à une fin prochaine du conflit armé semblent émerger, tout espoir ne semble pas perdu pour autant.

Bilan après un an de guerre

Un an après le début des hostilités, peu de choses semblent avoir changé sur le fond du conflit. On a cependant désormais une vision un peu plus claire sur les positions de part et d'autre.

D'un côté, la Russie reste fermement décidée à accomplir ses objectifs de guerre, qui sont une démilitarisation de l'Ukraine et l'annexion de plusieurs régions de l'est du pays qu'ils considèrent désormais russes. De plus, cette nouvelle Ukraine, amputée de ces régions à majorité russophones n'aurait pas le droit de rejoindre d'alliance militaire (dans ce cas l'OTAN), voire économique (Union européenne), bien que sur ce dernier point les choses ne soient pas si claires. Sans armée, sans possibilité d'alliance politique, voire économique, en résumé, la Russie souhaite que l'Ukraine renonce à toute souveraineté de fait.

Le camp d'en face, c'est-à-dire le gouvernement ukrainien et leurs soutiens occidentaux, ne l'entend bien évidemment pas de cette oreille et maintient ses propres objectifs de guerre, qui sont que l'ensemble des forces russes quittent l'Ukraine, que les dirigeants russes soient traduits devant un tribunal « international », qui serait en fait une sorte de tribunal mis en place par les membres de l'OTAN, et que les habitants des régions séparatistes quittent leurs terres et aillent habiter en Russie directement s'il ne sont pas satisfaits du pouvoir politique en place dans le pays.

Pour le dire trivialement, les deux camps exigent le beurre, l'argent du beurre et le sourire de la crémière. Dès lors, tant qu'il n'y aura pas de rapprochement des positions de part et d'autre, une issue pacifique au conflit ne semble malheureusement pas proche.

Son économie résistant nettement mieux qu'attendu avec contraction de 2,1%, contre une fourchette de -10% à -25% anticipé par diverses institutions au moment de l'imposition des sanctions, la Russie se sent encouragée à poursuivre son offensive. Cette résilience de l'économie russe est largement rendue possible par le fait que plus de 80% de la planète continue de commercer de manière normale avec la Russie, voire reprend la place laissée vacante par les Occidentaux qui continuent d'appliquer des sanctions de plus en plus fortes, mais ayant de moins en moins d'impact sur le pays sanctionné.

Le gouvernement ukrainien est, quant à lui, encouragé dans sa détermination par ce qui semble être un soutien sans faille des pays occidentaux qui continuent à aider le pays, matériellement et financièrement, et de manière inconditionnelle, pour le moment. Si bien, que la guerre entre l'Ukraine et la Russie semble de plus en plus être une guerre entre la Russie et les États-Unis (ainsi que leurs plus proches alliés et vassaux).

Impacts économiques et financiers

Comme on s’y attendait dès le début du conflit, l’impact économique et financier pour l’économie mondiale a été présent, bien que limité. En effet, les quelques effets économiques négatifs liés à la guerre ou aux sanctions ont été en grande partie éclipsés par la poursuite de l’inflation, entamée déjà en 2021, soit bien avant le conflit, ainsi que par la politique « zéro-covid » du gouvernement chinois. Cependant, ces impacts se feront potentiellement de plus en plus ressentir à futur. Cela notamment en raison de la réouverture de l’économie chinoise, post Covid, et des besoins en matières premières supplémentaires, ainsi que de la nécessaire fluidité des échanges mondiaux qui en découle.

Espoirs de paix

Une certaine fatigue (économique, politique, militaire et surtout humaine), liée au conflit, commence à se faire sentir aussi bien dans le camp occidental que dans le camp russe.

De plus, la poursuite du conflit ne sied pas aux parties non prenantes ou neutres, à l’image de la Chine qui est officiellement sortie de son silence par des propositions quant à une issue pacifique. En effet, le 24 février 2023 le gouvernement chinois a publié un plan de paix en 12 points. Il s’agit pour le moment d’une vision générale, et contenant peu d’éléments spécifiques, mais a le mérite d’exister et de montrer qu’une partie grandissante du Monde souhaite que les armes se taisent. Après tout, la guerre est mauvaise pour le développement économique, sauf pour les fabricants d’armes bien entendu.

Le point de vue chinois, et plus largement de la plupart des pays neutres est notamment que la Russie étant un exportateur mondial incontournable de toutes sortes de matières premières, les sanctions occidentales commencent à prendre le reste du Monde en otage. Cela ne veut bien sûr pas nécessairement dire qu’ils considèrent que la Russie peut continuer à envahir l’Ukraine impunément, mais le reste du Monde voit cela comme un conflit entre Européens et refuse d’en subir les conséquences. Le déficit d’image dont souffrent les belligérants et leurs plus proches soutiens sera de plus en plus lourd à porter, ce d’autant plus que la guerre les impactera de plus en plus économiquement également.

Dès lors, il n’est pas inenvisageable qu’une issue négociée, qui verrait des concessions de part et d’autre, soit finalement trouvée plus tard cette année. Pour paraphraser une fameuse maxime : un mauvais accord vaut mieux que la poursuite de la guerre. Dans tous les cas, cela constituerait la grande surprise géopolitique et macroéconomique de l’année. ■